

La régénérescence du Nord-Est chinois

Par **Alban Yung**, représentant du bureau du CFC, de l'antenne CCIFC et de la Mission Economique à Shenyang

CCIFC : Pouvez-vous présenter brièvement l'histoire de la création du Comité France-Chine et expliquer quelle est sa vocation ?

Alban Yung : A la demande des autorités françaises et chinoises qui avaient besoin d'un organisme représentant le monde des affaires français dans ses relations avec la Chine, le Comité France-Chine a été créé en 1979 par trois grandes institutions :

- le CNPF, devenu depuis le MEDEF
- la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
- le CFCE : Centre Français du Commerce Extérieur

Ayant pris la forme d'une association loi 1901, le Comité France-Chine, est financé par les cotisations de ses membres, toutes des entreprises, maintenant au nombre d'une centaine. Il est dirigé par un Conseil d'Administration qui délègue ses pouvoirs à un Président, assisté de cinq Vice-Présidents. Le travail quotidien est assuré par un Directeur Général, à la tête d'une petite équipe. Le premier Président du Comité France-Chine fut Paul Berliet, Président des Usines de Poids lourds Berliet et importante figure des échanges franco-chinois. Il eut plusieurs successeurs. Traditionnellement, le Comité France-Chine est présidé par une importante personnalité du monde des affaires français. Son Président est aujourd'hui Denis Kessler, par ailleurs Président du groupe SCOR.

CCIFC : Quels sont vos liens avec la CCIFC ?

AY : Outre sa fonction de correspondant de la Mission Économique de l'Ambassade, le bureau du CFC à Shenyang joue également le rôle d'antenne de la CCIFC, pour la région du Nord-Est.

CCIFC : Pourquoi le Comité a-t-il choisi d'installer l'un de ses bureaux à Shenyang ?

AY : La stratégie du CFC n'était pas de dupliquer des services déjà existants ou équivalents à ceux déjà offerts par la Mission Économique et la CCIFC; nous avons donc décidé, en 2003, en accord avec les services de l'ambassade, de nous concentrer sur les villes susceptibles d'accueillir de nouveaux consulats. Nous nous sommes donc installés, d'abord à Chengdu dans le Sichuan, que nous considérons comme une ville clé dans la politique du Gouvernement chinois de relancer le développement des provinces de l'Ouest de la Chine. Nous avons ensuite, à l'ouverture du Consulat de France à Chengdu, ouvert un nouveau bureau à Shenyang pour accompagner cette fois-ci, la grande campagne de régénérescence du Nord-Est de la Chine. Nous devrions, dès l'ouverture prochaine du nouveau consulat de France à Shenyang, installer un nouveau bureau à Xi'an...

CCIFC : Comment se caractérise la présence française dans cette ville et plus généralement dans la province du Liaoning ?

AY : Pour le moment, la présence française est surtout dominée par quelques grands groupes (Michelin, Total, Carrefour, Safran, Airbus, Alstom, etc.) qui ont investi dans cette zone. Mais le Nord-Est est également le cadre de nombreux accords de coopération et de sous-traitance avec des grandes entreprises locales...

CCIFC : Selon vous, quels sont les atouts de la ville de Shenyang et des villes alentours, quelles sont les raisons qui inciteraient les entreprises françaises à venir s'y installer ?

AY : Le marché chinois est toujours très fragmenté et les différentes provinces chinoises présentent des caractéristiques très diversifiées ; aucune ne peut prétendre apporter une solution à toutes les demandes des sociétés étrangères qui cherchent à s'implanter sur ce pays. Le Nord-Est, c'est un immense bassin industriel qui vient de subir une crise profonde mais qui renaît de cette crise avec des reconversions modernes et performantes. Il offre des opportunités intéressantes pour les secteurs de l'industrie lourde, les biens d'équipements industriels, l'aéronautique, les transports etc. Les coûts d'installation y sont encore raisonnables et c'est un marché de plus de 150 millions de consommateurs pour les 3 provinces...

CCIFC : Quelles sont les évolutions que vous pressentez pour la région ?

AY : Fort de tous ces atouts, le Nord-Est va également pouvoir compter sur les puissants moteurs de développement que constituent les présences proches et voisines de l'économie japonaise, coréenne et également, dans une certaine mesure, russe. La région devrait très vite concurrencer et offrir une alternative intéressante au bassin du bas Yangzi qui s'est développé autour de Shanghai.